

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BOUGAINVILLE (RENOUVELLEMENT)

Le public est prévenu qu'en application de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2019, il est procédé **du mardi 11 juin au jeudi 11 juillet 2019 inclus**, soit pendant trente et un jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SECEB SCS en vue d'exploiter un parc éolien comprenant six aérogénérateurs (Type : ENERCON E126 ou VESTAS V126 – Hauteur maximale : 150 m – Puissance nominale : 3 ou 3,6 MW) et deux postes de livraison sur le territoire de la commune de BOUGAINVILLE (Renouvellement).

Pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête, comprenant l'étude d'impact dont le projet a fait l'objet et l'avis de l'autorité environnementale, peut être consulté par le public :

- sur support papier, en mairie de BOUGAINVILLE, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) ou sur un poste informatique mis à sa disposition au bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture d'Amiens (consultation du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures 45 et de 14 heures 15 à 16 heures) ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Péronne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture de celles-ci ;

Pendant cette même période, les observations et propositions du public peuvent :

- être formulées sur le registre d'enquête déposé dans la mairie précitée à l'effet de pouvoir y être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci ;
- être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur en mairie de BOUGAINVILLE (80540), siège principal de l'enquête où elles seront annexées au registre et tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais ;

- être transmises par courrier électronique, d'une taille maximale de 50 Mo, à l'adresse suivante : pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr, en précisant l'objet de l'enquête dans le sujet du mél. Elles seront accessibles sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>) dans les meilleurs délais. Les observations, devant être dorénavant publiées sans délai sur ce site Internet, seront systématiquement anonymisées dès leur arrivée en préfecture.

Monsieur Alain DEMARQUET, cadre honoraire de la SNCF, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée. Il se tient à la disposition du public à la mairie de BOUGAINVILLE :

- le mardi 11 juin 2019, de 9 heures à 12 heures ;
- le vendredi 21 juin 2019, de 16 heures à 19 heures ;
- le samedi 29 juin 2019, de 9 heures à 12 heures ;
- le jeudi 11 juillet 2019, de 14 heures à 17 heures.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête :

- sur support papier, en mairie de BOUGAINVILLE ainsi qu'à la préfecture de la Somme ;
- sur le site Internet des services de l'État dans la Somme (<http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>).

Des renseignements relatifs à cette procédure peuvent être demandés auprès de la préfète de la Somme (service de coordination des politiques interministérielles – bureau de l'environnement et de l'utilité publique, 51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS CEDEX 9).

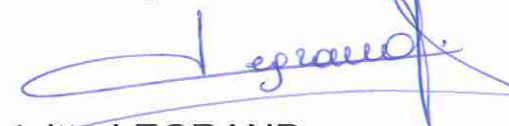
Des informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la SECEB SCS, représentée par son gérant, et dont le siège social est sis 82 boulevard Haussmann – 75008 PARIS.

Le présent avis est consultable sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>. Il est également affiché aux portes des mairies concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source : BOUGAINVILLE, BRIQUEMESNIL-FLOXICOURT, BUSSY-LÈS-POIX, CAMPS-EN-AMIÉNOIS, COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT, CROIXRAULT, FLUY, FRESNOY-AU-VAL, FRICAMPS, HORNOY-LE-BOURG, MOLLIENS-DREUIL, MONTAGNE-FAYEL, MOYENCOURT-LÈS-POIX, NAMPS-MAISNIL, OISSY, PISSY, QUEVAUVILLERS, REVELLES, RIENCOURT, SAINT-AUBIN-MONTENOY, SAISSEVAL, SEUX et THIEULLOY-L'ABBAYE.

La décision de délivrer ou non l'autorisation environnementale est prise par la préfète de la Somme.

Amiens, le 25 AVR. 2019

Pour la préfète et par délégation,
l'attachée, cheffe de bureau



Brigitte LEGRAND